



La Commune



« **<i>Contre le budget, contre le CPE</i>** »

contre le CPE | Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville
Conseiller municipal : Daniel Petri

Nous publions ci-dessous la déclaration de Daniel Petri au Conseil municipal d'Alfortville, à l'occasion du vote du budget de la ville, le 30 mars. Sa proposition de vœu contre le CPE n'a été reprise ni par les élus PC-PS-Verts, ni par l'élue PT, pas plus que sa proposition d'un arrêté interdisant les coupures d'eau, d'électricité et de gaz pour les personnes en difficulté. Une attitude incompréhensible pour la population alfortvillaise confrontée aux hausses continues de l'énergie et du coût de la vie alors que les salaires stagnent. Notre conseiller municipal a dû, une fois encore, voter contre le budget.

Je ne peux aborder la question du budget sans revenir au préalable sur le mouvement général de la jeunesse et des salariés pour le retrait pur et simple du CNE et du CPE, mouvement qui a gagné, à Alfortville, les lycéens de Maximilien Perret.

Ce mouvement réalise l'unité de toute la jeunesse, des salariés et des organisations, autour d'un objectif précis : le retrait du CPE et du CNE.

Ces nouveaux contrats se dressent contre le Code du travail et posent les premières pierres de la réforme du marché du travail, pour le rendre plus fluide. En clair :

- rendre les salariés taillables, corvéables et jetables à merci.
- contraindre les salariés à se reconvertir à tout moment, sous couvert de " formation permanente ", d'alternance emploi-formation, de sécurisation des parcours professionnels et autres tartufferies qui visent à nous enfoncer dans le crâne que nous devons changer de métier, tous les quatre matins et tout au long de notre vie, selon les besoins au plus court terme du patronat.
- obliger les chômeurs à accepter n'importe quel travail, sans rapport avec leur qualification initiale ou acquise. [...]

La loi sur " l'égalité des chances " est une loi contre l'égalité des droits

La loi sur l'égalité des chances qui enfante du CPE est une loi contre l'égalité des droits, bâtie de toute pièce contre le principe fondateur du mouvement ouvrier " À travail égal, salaire égal ".

La loi sur l'égalité des chances, c'est aussi, l'apprentissage dès 14 ans, le travail de nuit et du dimanche dès 15 ans, [...]. Il n' y a rien à négocier.

La précarité et l'exploitation ne se négocient pas, elles se combattent.

Le CPE-CNE n'est ni négociable, ni amendable, ni " améliorable ".

Jeunes, salariés, chômeurs sont tous unis pour le retrait pur et simple du CPE-CNE et pas autre chose.

Voilà pourquoi je propose au Conseil municipal d'adopter un vœu en faveur de la grève interprofessionnelle reconductible jusqu'au retrait total du CPE-CNE, comme l'ont proposé Force Ouvrière et l'Union syndicale Solidaires.

La municipalité fait payer aux habitants les frais de la décentralisation

S'agissant du budget qui nous est proposé, je ne peux être d'accord.

La municipalité fait payer, de fait, aux habitants les frais du désengagement financier de l'État et des transferts de compétences dus aux lois de décentralisation, d'une part en augmentant, pour la quatrième année consécutive, les impôts locaux, d'autre part en recherchant " un meilleur équilibre entre logement social et accession à la propriété "qui, dans les faits, s'opère au détriment des familles alfortvillaises mal-logées qui vivent dans les nombreuses poches d'habitations indignes que compte Alfortville, tout en sachant que la spéculation immobilière empêche l'accession à la propriété des familles alfortvillaises, dès lors que le prix du m2 dans l'ancien dépasse les 3000 € et qu'il atteint les 4000 au moins dans le neuf. Ce sont donc maintenant des familles aux revenus plus élevés, venues de Paris, qui y accèdent.

De fait, la majorité municipale fait payer la dette de la commune, à commencer par les intérêts de la dette contractée auprès des banques, qui se chiffrent à près d'un million d'euros, près de 6 millions de francs, pour cette seule année ! En outre, ces intérêts représentent plus de 25 % de l'annuité à payer. Ce qui rend la dette, de fait, perpétuelle, inremboursable. À l'égard des communes, les banques se comportent en véritables sangsues. C'est tout à fait inacceptable.

Je voterai donc contre le budget qui nous est présenté.

Les habitants, eux aussi, sont asphyxiés, ne serait-ce que par la hausse de plus 30 % du gaz qui vient alourdir brutalement les charges des locataires, dans le parc privé comme dans le parc social.

Voilà pourquoi je vous demande, Monsieur le Député-Maire, de prendre un arrêté municipal interdisant les coupures de gaz, d'eau, d'électricité qui menacent les retraites, les foyers frappés par le chômage, la maladie ou la pauvreté.

Modifié le lundi 17 avril 2006

Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
